

SOCIÉTÉ DES MUSÉES DE SCIENCES ET  
TECHNOLOGIES DU CANADA

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL  
(NON VÉRIFIÉ)

POUR LE TRIMESTRE AYANT PRIS FIN  
LE 31 DÉCEMBRE 2012

# Rapport de gestion

31 décembre 2012

La présente section du rapport financier trimestriel présente le compte rendu de la direction concernant le rendement financier de la Société au cours du second trimestre ayant pris fin le 31 décembre 2012. Veuillez la lire parallèlement aux états financiers trimestriels de la Société, présentés à la section suivante.

## **BILAN FINANCIER**

Voici un résumé des activités financières pour le troisième trimestre de 2012-2013 :

### Survol

Au cours des trois premiers trimestres de l'exercice financier, la Société a continué à axer ses efforts sur l'initiative *Parlons énergie*. Des progrès considérables ont été réalisés à l'égard de l'initiative, notamment la mise en œuvre de nouveaux programmes scolaires et de nouvelles trousseaux, ainsi que la création d'une page Facebook. Par ailleurs, Parlons énergie, en partenariat avec les musées, les universités et les groupes locaux, a projeté le film « *Switch* » dans tout le pays.

Le 20 novembre, le Musée de l'aviation et de l'espace du Canada et l'Agence spatiale canadienne (ASC) ont annoncé la signature d'un accord en vertu duquel le Musée devient le fournisseur autorisé des produits de l'ASC, y compris de certains produits associés à l'Expédition 34/35, soit la mission de Chris Hadfield dans l'espace.

La cérémonie d'intronisation du Panthéon canadien des sciences et du génie a eu lieu au mois de novembre au Musée des sciences et de la technologie du Canada (MSTC). Le MSTC a annoncé l'intronisation de la D<sup>re</sup> Ursula Franklin, de la D<sup>re</sup> Brenda Milner et de J.A.D. McCurdy au Panthéon canadien des sciences et du génie.

Au Musée de l'agriculture du Canada, les travaux de construction du nouveau centre d'apprentissage entrepris en janvier 2012 vont bon train et le centre devrait ouvrir au printemps 2013.

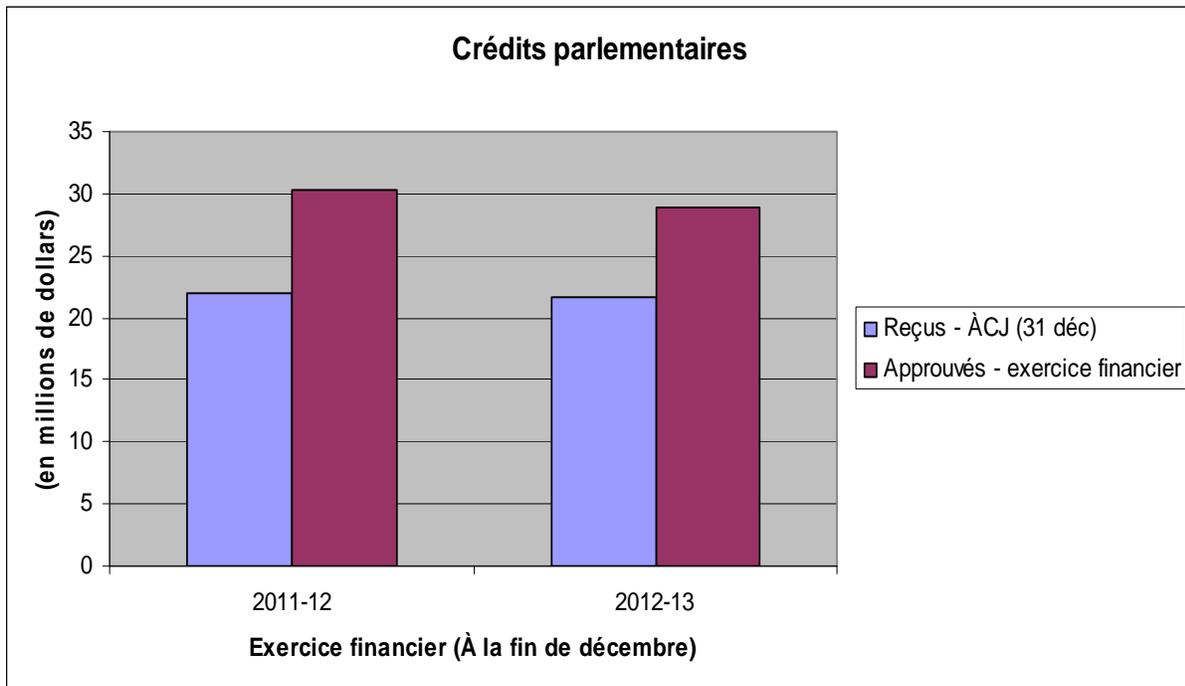
Des progrès ont également été réalisés quant à la préparation de la nouvelle exposition ouverte du Musée de l'agriculture du Canada et du Musée des sciences et de la technologie du Canada.

### Crédits parlementaires

Le total des crédits parlementaires est reporté dans les états de la Société, selon la comptabilité d'exercice, d'une somme de 6,7 M\$ pour le troisième trimestre de 2012-2013 (7,9 M\$ en 2011-2012). Au cours du troisième trimestre, la Société a utilisé 1,3 M\$ de ses crédits parlementaires reçus pour faire l'acquisition d'immobilisations comparativement à 0,5 M\$ pour la même période l'an dernier. Pour l'exercice 2012-2013, le total des crédits approuvés est de 28,9 M\$ (30,3 M\$ en 2011-2012), ce qui inclut 2,4 M\$ venant du budget de 2008 pour des projets précis (2,6 M\$ en 2011-2012).

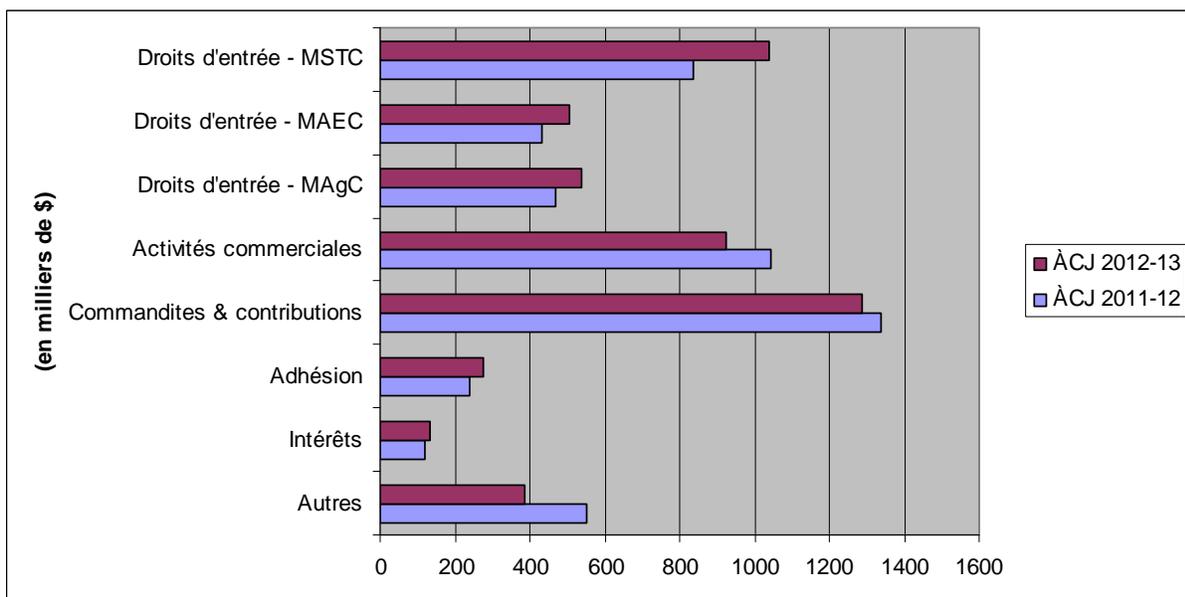
# Rapport de gestion

31 décembre 2012



## Produits d'exploitation

La génération de revenus reste une priorité pour la Société, et ce, dans le but de contrer la montée des coûts d'exploitation. À la fin de décembre 2012, la Société a enregistré des revenus comparables avec la même période de l'an passé. D'un côté, les revenus d'admission des trois musées ont augmentés considérablement depuis la hausse des droits d'entrée qui a eu lieu le 1 avril 2012. De l'autre côté, les revenus boutiques et autres revenus sont les domaines qui ont vu les plus grandes diminutions. La réduction des ventes de boutique peut être expliquée par la baisse de la fréquentation au niveau des visites individuelles aux musées. Tandis que pour les revenus autres, la Société a généré des revenus moindres pour les expositions itinérantes cette année en comparaison avec la même période de l'an passé.



# Rapport de gestion

31 décembre 2012

## Dépenses d'exploitation

Les dépenses totales de la Société ont atteint 8,6 M\$ au troisième trimestre de 2012-2013 (2011-2012 - 9,2 M\$); les ressources humaines totalisant 4,9 M\$ (2011-2012 - \$5,3 M\$) et les coûts liés aux édifices totalisant 2,1 M\$ (2011-2012 - 2,2 M\$), représentant les deux principaux secteurs de dépenses.

Les dépenses d'exploitation totales ont diminué de 3,4 M\$ lorsque l'on compare la première moitié de 2012-2013 avec les trois premiers trimestres de 2011-2012. La Société a implanté de nombreuses stratégies de réduction des coûts dont la réduction des activités de fabrication d'expositions et d'entretien des édifices. La mise à pied de dix-sept employés en décembre 2011 a contribué à la baisse significative des coûts de personnel en 2012-2013. Bien que malheureux, la réduction de la main-d'œuvre était nécessaire pour permettre à la Société de gérer les contraintes budgétaires dans les années subséquentes. De plus, aucune exposition n'est développée à moins quelle soit entièrement financée par des commandites ou de pouvoir garantir un retour sur investissement positif en terme de dollars. Avec des investissements mineurs faits dans les expositions au cours de la première moitié de 2012-2013, les dépenses enregistrées sous la rubrique "Conception et affichage" et "Matériaux et fournitures" ont subi une importante diminution si l'on compare les premiers neuf mois de 2012-2013 aux premiers neuf mois de 2011-2012. Un règlement légal enregistré sous la rubrique Services professionnels en 2011-12 représente l'autre facteur important pour la diminution des dépenses.

Le 7 mai 2012, la Société concluait une entente provisoire avec les employés de la Société représentés par l'AFPC. L'entente a été ratifiée le 9 mai 2012. Cette convention collective de trois ans s'étend du 1<sup>er</sup> avril 2011 au 31 mars 2014 inclusivement. Avec la nouvelle convention collective, la direction de la Société et l'équipe de négociation représentant les employés syndiqués de la Société ont apporté des changements à l'admissibilité des indemnités de départ et ont convenu de mettre fin à l'accumulation des indemnités de départ à compter du 11 mai 2012 pour tous les employés qui quittent la Société de leur plein gré. La convention stipule que les indemnités de départ accumulées à ce jour peuvent être versées partiellement, en entier ou être détenues par la Société jusqu'à ce que l'employé cesse d'être au service de la Société. Considérant que la grande majorité des employés ont obtenu le paiement de leur indemnité de départ au cours du présent exercice financier, une large proportion du passif lié aux avantages sociaux futurs enregistrée au 31 décembre 2011 a maintenant été payée en utilisant l'encaisse au 31 décembre 2012. Une portion des paiements sera effectuée au cours du quatrième trimestre de manière consistante avec les lignes directrices du gouvernement dans le but de supprimer graduellement ce droit.

## Dépenses en capital

Au cours du trimestre qui s'est terminé le 31 décembre 2012, la Société a investi environ 1,3 M\$ en immobilisations (2011 : 0,5 M\$). Le projet le plus important en 2012-2013 est la construction du centre d'apprentissage au Musée de l'agriculture du Canada. Le financement de ce projet vient des fonds du Budget 2008 pour faire face aux pressions de fonctionnement et immobilisations.

# Rapport de gestion

31 décembre 2012

## ANALYSE DU RISQUE

Dans son rapport annuel de 2011-2012, la Société a fait mention des défis auxquels elle fait face relativement à ses établissements, aux ressources humaines et au financement.

La Société poursuit ses efforts en vue d'obtenir des installations adéquates, afin d'ainsi régler les problèmes liés aux bâtiments actuels qui ne respectent pas suffisamment les normes environnementales et dont les espaces d'entreposage sont saturés. La Société continue aussi à rénover ses infrastructures en réduisant les zones à risque élevé grâce au financement ponctuel reçu du gouvernement du Canada en 2008.

Pour ce qui est des défis en matière de ressources humaines, la Société continue de mettre l'accent sur la formation à l'interne et sur l'encadrement aux membres occupant des postes à risque. Un examen complet des positions «à risque» a été entrepris résultant dans un document de plan de relève. Dans un effort mobilisé afin d'atténuer le défi financier et d'atteindre ses objectifs, la Société a pu compter sur les services de professionnels prêtés sans frais à la Société.

La viabilité financière de la Société continue d'être l'une de nos principales préoccupations. Les enjeux relatifs aux coûts des établissements, qui sont en hausse, et l'identification d'une solution permanente pour les frais d'exploitation des installations additionnelles requises pour livrer notre mandat, continuent à ajouter de la pression.

La Société a déjà mis en œuvre plusieurs stratégies de stabilisation des coûts pour l'exercice financier actuel, dont le gel de la préparation de nouvelles expositions (sauf dans les cas de financement par des commanditaires), le report des travaux d'entretien et de réparation des édifices, la prolongation de l'utilisation de matériel au-delà de sa durée de vie utile, et la mise en place de programmes d'efficacité énergétique et de réduction des dépenses de personnel. Ces initiatives de compression des coûts étant déjà en place, la Société s'acharne à affronter les pressions financières de façon à assurer la viabilité de l'organisation. Ces mesures ont contribué à stabiliser les dépenses, mais elles ne suffisent pas à combler la baisse du financement et ne pourront pas être maintenues à long terme.

Étant donné cette situation financière, la création de revenus continue d'être l'un des principaux objectifs de la Société. L'amélioration des installations à but lucratif (auditorium, salles de classes et boutiques) qui ont été complétées en avril 2011, a porté ses fruits; les revenus liés à la location des installations et à la vente au détail ont en effet augmenté au Musée de l'aviation et de l'espace du Canada. La Société a révisée les droits d'entrée aux trois musées ce qui résulte à une hausse en revenus d'admission. Ces initiatives ont généré des revenus additionnels, mais ceux-ci ne sont pas suffisants pour compenser la hausse des frais de fonctionnement. La Société continuera de surveiller toutes les possibilités pouvant aider dans ce domaine et d'en tirer parti.

# États financiers

## Rapport Financier Trimestriel (non vérifié)

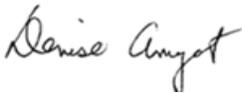
### Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

Pour assumer cette responsabilité, la direction a établi et maintient des registres et documents comptables, des contrôles financiers et de gestion, des systèmes d'information et des pratiques de gestion. Ces éléments ont pour but d'établir avec une assurance raisonnable que l'information financière fournie est fiable, que les biens sont protégés et contrôlés et que les opérations sont conformes à la Loi sur la gestion des finances publiques et à ses règlements ainsi qu'à la Loi sur les musées et aux règlements administratifs de la Société.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

La présidente-directrice générale,



Denise Amyot

Le directeur général des opérations,



Fernand Proulx

Le 20 février 2013

# ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (non vérifié)

Au 31 décembre

<i>(en milliers de dollars)</i>	2012	2011
<b>ACTIF</b>		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13 520 \$	10 813 \$
Créances		
Ministères	226	633
Clients	324	243
Stocks	443	474
Frais payés d'avance	84	158
	<u>14 597</u>	<u>12 321</u>
Collection (note 3)	1	1
Immobilisations	<u>64 823</u>	<u>64 612</u>
	<u>79 421 \$</u>	<u>76 934 \$</u>
<b>PASSIF</b>		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer		
Ministères	804 \$	800 \$
Salaires à payer et autres	2 916	3 268
Tranche à court terme des avantages sociaux futurs	669	888
Apports reportés et produit reporté	9 028	6 922
	<u>13 417</u>	<u>11 878</u>
Avantages sociaux futurs	319	1 720
Avance à long terme (note 4)	4 533	4 533
Apports reportés liés aux immobilisations	50 669	49 614
	<u>68 938</u>	<u>67 745</u>
<b>ACTIF NET</b>		
Non affecté	381	(913)
Investissement en immobilisations	<u>10 102</u>	<u>10 102</u>
	<u>10 483</u>	<u>9 189</u>
	<u>79 421 \$</u>	<u>76 934 \$</u>

Les notes et le tableau complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## ÉTAT DES RÉSULTATS (non vérifié)

Trimestre terminé le 31 décembre

<i>(en milliers de dollars)</i>	T3 2012	T3 2011	ÀCJ 2012	ÀCJ 2011
<b>PRODUITS</b>				
Exploitation (Tableau 1)	1 215 \$	991 \$	4 277 \$	4 057 \$
Contributions	207	336	682	861
Intérêts	52	42	132	119
Total des produits	1 474 \$	1 369 \$	5 091 \$	5 037 \$
<b>CHARGES (Tableau 2)</b>				
Préservation du patrimoine	1 070	1 378	3 116	3 896
Diffusion des connaissances	3 023	3 180	9 132	10 514
Services internes	1 747	1 644	5 151	5 809
Installations	2 092	2 240	6 534	7 026
Amortissement des immobilisations	766	752	2 298	2 290
Total des charges	8 698	9 194	26 231	29 535
Déficit avant les crédits parlementaires	(7 224)	(7 825)	(21 140)	(24 498)
Crédits parlementaires (note 5)	6 732	7 881	22 270	23 381
Excédent (perte) nette de la période	(492) \$	56 \$	1 130 \$	(1 117) \$

Les notes et le tableau complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET (non vérifié)

Trimestre terminé le 31 décembre

<i>(en milliers de dollars)</i>	T3 2012		T3 2011		ÀCJ 2012		ÀCJ 2011	
Investissement en immobilisation au début de la période	10 102	\$	10 102	\$	10 102	\$	10 102	\$
Investissement en immobilisation au cours de la période	-		-		-		-	
Investissement en immobilisation à la fin de la période	10 102		10 102		10 102		10 102	
Actif net non affecté au début de la période	873		(969)		(749)		204	
Excédent (déficit) de la période	(492)		56		1 130		(1 117)	
Actif non affecté à la fin de la période	381		(913)		381		(913)	
<b>ACTIF NET À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>10 483</b>	<b>\$</b>	<b>9 189</b>	<b>\$</b>	<b>10 483</b>	<b>\$</b>	<b>9 189</b>	<b>\$</b>

Les notes et le tableau complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (non vérifié)

Trimestre terminé le 31 décembre

<i>(en milliers de dollars)</i>	T3 2012	T3 2011	ÀCJ 2012	ÀCJ 2011
<b>Activités de fonctionnement :</b>				
Encaissements (clients)	1 377 \$	1 014 \$	5 131 \$	5 037 \$
Crédits parlementaires reçus	8 943	6 539	24 025	19 999
Décaissements (employés et fournisseurs)	(8 040)	(7 140)	(25 015)	(27 658)
Apports affectés reçus	-	-	82	127
Intérêts reçus	57	42	134	119
<b>Total net des flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement</b>	<b>2 337</b>	<b>455</b>	<b>4 357</b>	<b>(2 376)</b>
<b>Activités d'investissement en immobilisations :</b>				
Acquisition d'immobilisations	(1 327)	(518)	(2 707)	(1 685)
<b>Total des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations</b>	<b>(1 327)</b>	<b>(518)</b>	<b>(2 707)</b>	<b>(1 685)</b>
<b>Activités de financement :</b>				
Crédits parlementaires reçus pour l'acquisition d'immobilisations	605	444	1 607	1 520
<b>Total net des flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>605</b>	<b>444</b>	<b>1 607</b>	<b>1 520</b>
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 615	381	3 257	(2 541)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	11 905	10 432	10 284	13 354
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>13 520 \$</b>	<b>10 813 \$</b>	<b>13 520 \$</b>	<b>10 813 \$</b>

Les notes et le tableau complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 décembre 2012

Les états financiers trimestriels de la Société des musées de sciences et technologies du Canada doivent être lus de concert avec les états financiers annuels vérifiés les plus récents ainsi qu'avec le compte rendu faisant partie du rapport financier trimestriel.

## 1. Pouvoirs, mission et activités

Le Musée national des sciences et de la technologie a été constitué le 1<sup>er</sup> juillet 1990 en vertu de la *Loi sur les musées*, et est une société d'État mentionnée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfices en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Tel que le mentionne la *Loi sur les musées*, la Société a pour mission de promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques principalement axée sur le Canada, et par la présentation des procédés et productions de l'activité scientifique et technique, ainsi que de leurs rapports avec la société sur le plan économique, social et culturel.

La Société exerce ses activités sous le nom de la Société des musées de sciences et technologies du Canada. Elle gère trois établissements muséaux : le Musée des sciences et de la technologie du Canada, le Musée de l'aviation et de l'espace du Canada et le Musée de l'agriculture du Canada. Les activités de la Société sont réparties en quatre activités complémentaires :

### Préservation du patrimoine

Cette activité comprend la documentation, le catalogage, la conservation, la recherche historique, la bibliothèque et les services connexes.

### Diffusion des connaissances

Cette activité comprend l'élaboration et l'entretien des expositions, les programmes d'interprétation et d'enseignement, de communication et de promotion, la diffusion sur le Web et les autres services aux visiteurs.

### Services internes

Cette activité comprend les services de ressources humaines, des finances et de la gestion des installations, du développement d'entreprise et des activités commerciales, qui sont tous gérés centralement.

### Installations

Cette activité comprend les frais de fonctionnement et d'entretien des immeubles qui appartiennent à la Société et de ceux qui sont loués, ainsi que les services de sécurité.

## 2. Conventions comptables

Les présents états financiers trimestriels ont été préparés conformément aux normes comptables du secteur public canadien. Les conventions comptables importantes sont :

### (a) Base de présentation

La Société a préparé les états financiers trimestriels en appliquant la série 4200 des normes comptables du secteur public canadien, applicables aux organismes gouvernementaux à but non lucratif.

La Société applique la méthode du report pour la comptabilisation des apports pour les organismes à but non lucratif.

### (b) Équivalents de trésorerie

Les placements de la Société sont très liquides, sont limités à des placements à revenus fixes dans les banques de l'annexe A, à des effets garantis par les gouvernements et à des effets commerciaux cotés A++ par la Société canadienne d'évaluation du crédit.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 décembre 2012

### (c) Créances

La Société établit une provision pour créances douteuses, qui reflète la baisse de valeur estimative des créances. La provision est basée sur les comptes clients et est déterminée en considérant les connaissances de la Société sur la situation financière de ses clients, l'âge des comptes clients, le climat politique et économique actuel, la concentration des clients, les normes de l'industrie et l'historique de recouvrement.

Les pertes sur créances sont comptabilisées dans l'état des résultats, dans les charges d'exploitation.

### (d) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

### (e) Collection

La collection forme la plus grande part de l'actif de la Société, mais elle est comptabilisée à la valeur nominale de 1 000 \$ à l'état de la situation financière, vu les difficultés pratiques de lui attribuer une valeur significative.

Les objets de collection acquis par la Société sont comptabilisés comme charges dans l'exercice d'acquisition. Les objets donnés à la Société sont enregistrés comme actifs à leur valeur nominale.

### (f) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées selon les méthodes suivantes. Les immobilisations corporelles dont la Société s'est portée acquéreur et qui lui appartiennent sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée de vie utile estimative. Les terrains et bâtiments appartenant au gouvernement du Canada et sous le contrôle de la Société sont comptabilisés à leur coût historique estimatif moins l'amortissement cumulé, dans le cas des bâtiments. Le coût historique estimatif net des bâtiments a été crédité aux apports reportés liés aux immobilisations et le coût historique estimatif des terrains a été crédité à l'actif net. Les terrains dont le coût historique ne peut pas être établi avec une certaine assurance sont comptabilisés à une valeur nominale et un montant correspondant est crédité à l'actif net. Les améliorations qui prolongent la vie utile ou le potentiel de service des bâtiments sont comptabilisées au coût. Les améliorations aux bâtiments sont amorties sur la durée de vie utile restante du bâtiment ou la durée de vie utile des améliorations, selon le moins élevé des deux.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire fondé sur la durée de vie utile estimative des immobilisations, selon la règle de la demi-année pendant l'exercice d'acquisition, comme suit :

Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations aux bâtiments	10 à 25 ans
Mobilier de bureau	5 à 10 ans
Logiciels	5 ans
Matériel	5 à 12 ans

Les sommes relatives aux projets d'immobilisations en cours sont virées à la rubrique appropriée des immobilisations corporelles lorsque le projet est achevé, et elles sont alors amorties conformément à la politique de la Société.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 décembre 2012

### (g) Avantages sociaux futurs

#### i) Régime de retraite

L'ensemble des employés de la Société participe au Régime de retraite de la fonction publique, un régime à prestations déterminées établi en vertu d'une loi et parrainé par le gouvernement du Canada. Les cotisations doivent être versées par les employés et la Société afin de couvrir les coûts liés au service courant. En vertu de la loi actuelle, la Société n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer d'autres cotisations en ce qui a trait aux services passés ou au déficit du régime. Par conséquent, les cotisations sont comptabilisées dans les dépenses de l'année où les services ont été rendus et représentent l'obligation totale des avantages sociaux futurs de la Société.

#### ii) Indemnités de départ

Les employés ont droit à des indemnités de départ, prévues dans les conventions collectives ou les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités s'accumule à mesure que les employés rendent les services nécessaires pour les gagner. La Société a modifié cette indemnité pour tous les employés à compter du 31 mars 2012. Par conséquent, les employés ont le choix de recevoir immédiatement le versement de leur indemnité de départ, d'en reporter le paiement jusqu'à leur retraite, ou une combinaison des deux options en fonction de leurs années de service continu auprès de la Société le 31 mars 2012. Le coût des indemnités est établi au 31 mars de chaque année, selon des calculs actuariels fondés sur la méthode de répartition des prestations au prorata des services rendus. L'obligation n'est pas financée. L'évaluation du passif est basée sur des hypothèses et les meilleures estimations de facteurs tels que le taux d'actualisation, l'inflation, le roulement et les départs à la retraite prévus et les taux de mortalité. Ces indemnités constituent pour la Société une obligation dont le règlement entraînera des paiements au cours des prochains exercices. Les gains actuariels (pertes actuarielles) liés à l'obligation au titre des prestations constituées résultent de l'écart entre les résultats réels et les résultats prévus, ainsi que des variations des hypothèses actuarielles utilisées pour établir l'obligation au titre des prestations constituées. Les gains actuariels (pertes actuarielles) sont constatés de façon systématique dans l'état des résultats sur la durée estimative du reste de la carrière active des employés actifs visés par les présents avantages à la retraite, c'est-à-dire 10,6 ans.

#### iii) Congés de maladie

La Société accorde aux employés des congés de maladie qui s'accumulent, mais qui ne s'acquiescent pas. Le coût des obligations au titre des prestations constituées liées aux crédits de congé de maladie acquis par les employés est déterminé de manière actuarielle à l'aide de la méthode de répartition des prestations au prorata des services et de l'estimation la plus probable de la direction concernant l'inflation, le taux d'actualisation, les données démographiques relatives aux employés et l'utilisation des congés de maladie des employés actifs. Les gains actuariels (pertes actuarielles) liés à l'obligation au titre des prestations constituées résultent de l'écart entre les résultats réels et les résultats prévus, ainsi que des variations des hypothèses actuarielles utilisées pour établir l'obligation au titre des prestations constituées. Les gains actuariels (pertes actuarielles) sont constatés de façon systématique dans l'état des résultats sur la durée estimative du reste de la carrière active des employés actifs visés par les présents avantages à la retraite, c'est-à-dire 10,6 ans.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 décembre 2012

## (h) Constatation des produits

### i) Crédits parlementaires

Le gouvernement du Canada accorde des fonds à la Société.

Les crédits parlementaires qui sont explicitement ou implicitement affectés à l'achat d'immobilisations amortissables sont reportés et comptabilisés à titre de revenus selon la même méthode et sur la même période que les immobilisations connexes acquises.

Les crédits parlementaires affectés à des dépenses précises sont reportés sur le bilan et comptabilisés à titre de revenus dans l'état des résultats pendant la période au cours de laquelle ces dépenses sont engagées.

Les crédits parlementaires qui ne sont pas affectés à une fin précise sont comptabilisés à titre de revenus dans l'état des résultats de la période pour laquelle le crédit parlementaire est autorisé.

### ii) Fonctionnement

Les revenus découlant des activités des Musées comprennent les droits d'entrée et la vente de programmes, les ventes en boutique, la location des installations, les adhésions, les commandites, l'exploitation agricole et d'autres revenus. Ils sont constatés dans l'année au cours de laquelle la vente de produits est conclue ou au cours de laquelle les services sont fournis.

### iii) Contributions

Les apports non affectés sont constatés à titre de produits à l'état des résultats au moment où ils sont reçus ou à recevoir, si le montant peut être évalué de façon raisonnable et si le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les apports affectés à l'externe à des fins précises sont reportés sur l'état de la situation financière et comptabilisés à titre de revenus sur l'état des résultats pendant l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont comptabilisées.

Les apports en nature sont comptabilisés à leur juste valeur marchande estimée au moment de leur réception. L'apport des bénévoles en nombre d'heures par année est important. Puisqu'il est difficile de déterminer leur juste valeur, les services fournis par les bénévoles ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

### iv) Produits d'intérêts

Les intérêts sont constatés et comptabilisés au cours de l'exercice pendant lequel ils sont gagnés, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

## (i) Conversion de devises

Les opérations en devises étrangères sont converties en dollars canadiens en fonction du taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis en utilisant le taux de change en vigueur au 31 décembre.

Les gains et les pertes découlant de la conversion de devises sont reportés dans l'état des résultats.

## (j) Actifs et passifs financiers

La Société classe les instruments financiers au moment de leur comptabilisation initiale en fonction des raisons pour lesquelles les actifs financiers ont été acquis ou les passifs ont été engagés. Tous les instruments financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur.

La juste valeur des instruments financiers à leur comptabilisation initiale correspond au prix de transaction, soit la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue. Suivant leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont évalués par l'application du traitement comptable qui correspond à leur classement.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 décembre 2012

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont comptabilisés à leur juste valeur.

Les créances, l'avance à long terme et les comptes créditeurs, ainsi que les autres charges à payer sont comptabilisés à leur coût ou à leur coût après amortissement.

### (k) Dépréciation des actifs non financiers

À chaque date de clôture, la Société détermine la mesure dans laquelle il existe des indications internes qu'un actif pourrait avoir subi une dépréciation (par ex., un actif endommagé ou qui n'est plus utilisé). S'il existe une indication de cet ordre, ou lorsqu'un actif doit être soumis à un test de dépréciation annuel, la Société détermine la valeur recouvrable estimative de l'actif.

La valeur recouvrable d'un actif est sa juste valeur moins le coût pour le vendre ou sa valeur d'utilité, soit le montant le plus élevé des deux. Lorsque la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable, l'actif est déprécié et est réduit à sa valeur recouvrable.

### (l) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers conformément aux conventions comptables du secteur public canadien, applicables aux organismes gouvernementaux à but non lucratif exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers de l'exercice.

Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont les charges à payer, la provision pour créances douteuses, les avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations.

Les principales hypothèses concernant l'avenir et d'autres sources importantes d'incertitude concernant les estimations à la date de clôture, qui présentent un risque élevé d'occasionner un rajustement important des valeurs comptables des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant, sont analysées ci-dessous :

#### i) Durée de vie utile estimative des actifs

La durée de vie utile estimative des immobilisations se fonde sur les intentions de la direction en ce qui a trait au bien, à l'expérience historique relative au bien, aux plans internes de gestion des biens et à d'autres facteurs déterminés par la direction. La durée de vie utile est évaluée chaque année et toute modification est prise en compte de façon prospective.

#### ii) Indemnités de départ et congés de maladie

Le coût du régime d'indemnités de départ à prestations déterminées et de congés de maladie, ainsi que la valeur actuelle de l'obligation au titre de ce régime est déterminé au moyen d'une évaluation actuarielle. L'évaluation actuarielle consiste à formuler des hypothèses au sujet des taux d'actualisation, des taux d'utilisation, des augmentations salariales futures et des taux de départ. Toutes les hypothèses sont examinées chaque année au 31 décembre. Lorsqu'elle détermine le taux d'actualisation approprié, la direction prend en considération les taux d'intérêt des obligations du gouvernement du Canada. Les taux de départ se fondent sur l'expérience de la fonction publique du Canada et comprennent la mortalité, l'invalidité, la cessation d'emploi et la retraite. Les augmentations salariales futures se fondent sur les taux futurs d'inflation prévus au Canada.

Aucune autre hypothèse ou estimation comptable n'a été établie comme présentant un risque élevé d'occasionner un rajustement important des valeurs comptables des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 décembre 2012

## 3. Collection

Une partie de la mission de la Société est de « promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques [...] ». Cette collection représente l'actif principal de la Société et est répartie entre les secteurs suivants :

- les communications;
- les ressources non renouvelables et le design industriel;
- les ressources naturelles;
- les sciences physiques et la médecine;
- les ressources renouvelables, qui comprennent l'agriculture et la foresterie;
- les instruments, outils et systèmes ayant des applications directes en mathématiques, en chimie, en physique, ainsi qu'en astronomie, astrophysique, météorologie, arpentage et cartographie, et technologies de l'information;
- les transports: terrestre, maritime, aérien et spatial.

## 4. Avance à long-terme

De 2007 à 2010, la Société a reçu des fonds du Secrétariat du Conseil du Trésor pour construire des salles de classe, des aires de vente au détail et un auditorium au Musée de l'aviation et de l'espace du Canada. La Société a aussi obtenu du financement en 2008 pour établir une fondation pour la Société des musées de sciences et technologies du Canada.

(en milliers de dollars)	2012	2011
Financement pour la construction d'Installations génératrices de profit	4 208 \$	4 208 \$
Financement pour l'établissement d'une fondation	325	325
	4 533 \$	4 533 \$

La Société a reçu les fonds sur la prémisses qu'elle devra rembourser le financement pour la construction d'installations génératrices de profit sur une période pouvant aller jusqu'à 25 ans et le financement pour l'établissement d'une fondation sur une période de 6 ans. Un mécanisme de remboursement de l'avance sera défini et la Société n'a pas d'intérêt à payer sur cette avance de fonds.

## 5. Crédits parlementaires

(en milliers de dollars)	2012	2011
Budget principal des dépenses d'exploitation et d'immobilisations	21 604 \$	21 900 \$
	21 604	21 900
Crédits parlementaires reportés utilisés dans la période pour l'achat d'immobilisations	1 112	955
Crédits parlementaires reçus au cours de la période pour l'achat d'immobilisations au cours des périodes ultérieures	(2 665)	(1 685)
Amortissement du financement des immobilisations reporté	2 219	2 211
Crédits parlementaires	22 270 \$	23 381 \$

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 décembre 2012

### 6. Fondation de la Société des musées de sciences et technologies du Canada

La Fondation de la Société des musées de sciences et technologies du Canada (Fondation) a été constituée le 14 novembre 2007 en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes* et est un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* depuis le 1<sup>er</sup> avril 2008. La Fondation est une entité juridique distincte de la Société des musées de sciences et technologies du Canada et elle a pour mandat de recueillir des fonds qui seront tous utilisés pour des projets déterminés par la Fondation.

La Fondation recueille des fonds auprès de mécènes, de sociétés, d'associations et de la collectivité. Les contributions de la Fondation à la Société sont comptabilisées à titre de revenus de développement d'entreprise dans l'état des résultats.

### 7. Opérations entre apparentés

La Société a engagé des charges telles que les impôts fonciers, la location d'immeubles et les avantages sociaux avec des parties liées. Ces opérations ont été effectuées dans le cours normal des activités de la Société, aux mêmes conditions que celles conclues avec des parties non apparentées et sont comptabilisées à la valeur d'échange.

Également, au cours du premier trimestre, la Société a reçu gratuitement de divers organismes des services de vérification et un soutien de la part d'employés d'autres organismes de l'État. Ces services gratuits ont été comptabilisés comme suit dans l'état des résultats :

#### TABLEAU DES CHARGES

(en milliers de dollars)

	2012	2011
Coûts du personnel — Salaires et charges connexes pour l'affectation d'employés provenant d'autres entités gouvernementales à la Société	510 \$	487 \$
Services professionnels — Services de vérification fournis par le bureau du Vérificateur général	90	90
Total des services reçus gratuitement	600 \$	577 \$

#### ÉTAT DES RÉSULTATS

(en milliers de dollars)

	2012	2011
<b>REVENUS</b>		
Contributions	600 \$	577 \$
<b>DÉPENSES</b>		
Préservation de la collection	47	80
Diffusion des connaissances	431	317
Services internes	122	180
Total des services reçus gratuitement	600 \$	577 \$

La Société a aussi reçu gratuitement des services d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. La location des édifices et des installations connexes du Musée de l'agriculture du Canada sur le site de la Ferme expérimentale du Canada a été fournie gratuitement à la Société et n'est pas présentée dans l'état des résultats de la Société compte tenu de la difficulté à déterminer la juste valeur de cette contribution.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 décembre 2012

### 8. Éventualités

Dans le cours normal des activités de la Société, il arrive que diverses revendications ou actions judiciaires soient intentées contre elle. Certains passifs éventuels peuvent devenir des passifs réels lorsqu'au moins une situation future se produit ou ne se produit pas. Dans la mesure où il est probable qu'une situation future ait lieu ou n'ait pas lieu et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, un passif estimatif et une charge sont comptabilisés dans les états financiers de la Société. Au 31 décembre 2012, aucune provision n'a été comptabilisée (2011 : aucune provision comptabilisée). S'il y a lieu, l'effet final de ces revendications ou poursuites sera comptabilisé dans l'exercice au cours duquel elles pourront être déterminées.

### 9. Chiffres correspondants

Certains montants comparatifs ont été ajustés à la présentation du présent exercice.

## TABLEAU DES PRODUITS D'EXPLOITATION (non vérifié)

pour le trimestre terminé le 31 décembre

<i>(en milliers de dollars)</i>	T3		T3		ÀCJ		ÀCJ	
	2012		2011		2012		2011	
Droits d'entrée et programmes								
Sciences et technologie	188	\$	169	\$	1 040	\$	839	\$
Aviation et espace	92		100		508		432	
Agriculture	52		60		538		468	
Ventes dans les boutiques	156		219		675		767	
Location des installations	74		103		157		200	
Adhésion	98		55		275		241	
Subventions et commandites	421		130		605		479	
Activités de la Ferme	68		68		211		201	
Expériences thématiques	21		10		92		77	
Divers	45		77		176		353	
<b>TOTAL</b>	<b>1 215</b>	<b>\$</b>	<b>991</b>	<b>\$</b>	<b>4 277</b>	<b>\$</b>	<b>4 057</b>	<b>\$</b>

## TABLEAU DES CHARGES (non vérifié)

pour le trimestre terminé le 31 décembre

(en milliers de dollars)	T3 2012	T3 2011	ÀCJ 2012	ÀCJ 2011
Coûts du personnel	4 871 \$	5 281 \$	14 455 \$	15 930 \$
Amortissement des immobilisations	766	752	2 298	2 290
Locations d'immeubles	480	481	1 440	1 448
Impôt foncier	461	482	1 394	1 378
Services professionnels et spéciaux	280	447	1 302	2 104
Frais de gestion immobilière	256	332	866	874
Services publics	287	309	829	873
Réparation et entretien des bâtiments	182	263	621	684
Matériaux et fournitures	225	147	603	800
Services de protection	179	167	549	535
Conception et affichage	266	100	366	1 013
Boutiques et commercialisation des produits	81	92	330	386
Publicité	56	38	243	144
Réparation et entretien du matériel	67	45	163	164
Communications	57	58	155	201
Déplacement	38	41	152	178
Publications	47	46	146	208
Fournitures et matériel de bureau	29	24	86	92
Location de matériel	18	20	65	76
Divers	8	18	64	41
Acquisition d'objets pour la collection	14	17	43	42
Livres	18	17	36	44
Fret, messageries et camionnage	12	17	25	30
<b>Total des charges</b>	<b>8 698 \$</b>	<b>9 194 \$</b>	<b>26 231 \$</b>	<b>29 535 \$</b>